

Journal de Syrie

N° 50 du 15.04.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part : **Bill Van Auken : Les États-Unis et les puissances de l'OTAN accentuent leurs menaces contre la Syrie.**

1 Médias et Manipulation de l'opinion.

1-1 S.Cattori) : **Rôle des médias.** « Si l'armée quitte notre village, nous risquons d'être égorgés »

2 Les brèves

2-1 Un élu européen (le belge Guy Verhofstadt) plaide pour une opération militaro-humanitaire...

2-2 **Moscou dénonce les déclarations sur l'échec du plan Annan.**

2-3 Iran French Radio : Des navires russes en patrouille permanente ...

3 Dossier

3-1 Vijay Prashad : **De la Libye à la Syrie : Tenir l'Otan en laisse.**

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 La Turquie n'a pas encore évoqué l'article 5 de l'Otan pour protéger sa frontière

4-2 Les Echos: La Turquie s'interroge sur un recours à l'Otan face à la Syrie.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

5-1 **La Chine met en garde contre toute tentative de créer des difficultés pour la médiation de Kofi Annan.**

6 Annexe

6-1 Fida DAKROUB : IRAN SYRIE : Ce que Khamenei chuchota à l'oreille d'Erdogan.

Tiré à part :

Tiré à part

Bill Van Auken : Les États-Unis et les puissances de l'OTAN accentuent leurs menaces contre la Syrie. Avec l'arrivée à échéance du délai fixé par le plan de paix de l'ONU pour le retrait des troupes syriennes des grandes villes, Washington et ses alliés ont accentué leurs menaces d'intervention dans ce pays du Moyen-Orient.

Suivant les dispositions de ce plan en six points établi par l'ex-secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, les troupes syriennes et leurs armes lourdes, y compris les chars, auraient dû être retirés des

villes et villages d'ici le 10 avril, en prélude à un cessez-le-feu appliqué 48 heures plus tard par les forces gouvernementales ainsi que les forces de l'opposition armée soutenues par les occidentaux.

Il devient de plus en plus évident que le plan d'Annan, soutenu par le Conseil de sécurité comme par la Ligue arabe et accepté par le gouvernement du président Bashar el-Assad, n'est qu'une manœuvre visant à légitimer l'intervention impérialiste de Washington, des puissances d'Europe occidentale, de la Turquie et des monarchies pétrolières réactionnaires du Golfe.

Les reportages publiés dans les grands médias foisonnent d'accusations contre le gouvernement Assad qui aurait « défié » le plan d'Annan et qui poursuivrait ses atrocités contre les civils, apparemment sans avoir été provoqué. Des estimations largement exagérées du nombre de victimes, données par des sources contrôlées par l'opposition - et financées par les Saoudiens - telles que l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, installé en Grande-Bretagne, sont citées comme des faits avérés, alors que la mort de soldats syriens et de policiers est à peine mentionnée. Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité jeudi, Annan a dit qu'il « s'inquiétait beaucoup du cours des événements » en Syrie.

Il a déclaré que « *des rapports crédibles indiquent que [...] les forces armées syriennes ont mené des opérations militaires constantes dans les grandes villes, caractérisées par des mouvements de troupes vers l'intérieur des villes, avec l'appui de tirs d'artillerie. Si certaines troupes et armes lourdes ont été retirées de certaines villes, il semble que ce ne soit en général que pour repositionner des armes lourdes qui maintiennent toujours les villes à portée de tir.* »

L'ex-secrétaire général de l'ONU a rejeté d'emblée une requête du gouvernement syrien le 8 avril qui demandait que l'ONU obtienne des garanties écrites de la part des groupes armés telle l'Armée syrienne libre d'arrêter les actes terroristes et de la part des pays de la région de ne plus financer et armer ces factions.

Lors d'une conférence des « Amis de la Syrie » à Istanbul le 1er avril - une semaine après que le gouvernement Assad a signé le plan d'Annan - l'Arabie saoudite et le Qatar ont annoncé qu'ils ne se contentaient pas d'armer les « rebelles », mais qu'ils allaient leur verser des salaires. Parallèlement, les États-Unis et la Grande-Bretagne leur ont promis une aide « non-mortelle, » ce qui comprend des moyens de communication sophistiqués, des lunettes infrarouges, et toutes sortes d'informations pouvant servir à attaquer les forces gouvernementales.

En dépit de ces tentatives évidentes d'attiser la guerre civile en Syrie, Annan a qualifié les requêtes du gouvernement Assad de « *stipulations a posteriori qui ne font pas partie du plan en six points qu'ils ont promis d'appliquer.* »

Plus tôt dans la journée de mardi, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, a annoncé que le gouvernement syrien ne demandait plus de garanties écrites de la part des groupes d'opposition, mais simplement des assurances de la part d'Annan que les groupes soutenus par l'occident, l'Arabie saoudite et le Qatar cesseraient les actions armées et que leurs commanditaires étrangers soutiendraient le plan de paix.

Lavrov s'exprimait après deux journées de négociations avec le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid al-Moallem, à Moscou. Il a dit que le gouvernement Assad « *aurait pu être plus actif et décidé* » à appliquer le plan d'Annan, mais a ajouté que Damas veut toujours tenir ses engagements.

La Russie, comme la Chine, a opposé son veto à deux résolutions précédentes du Conseil de sécurité, parce qu'elles ne mentionnaient pas les actions militaires des groupes comme l'Armée syrienne libre et leur revendication d'un départ d'Assad. La Russie et la Chine avaient laissé faire les États-Unis et l'OTAN dans la guerre pour un changement de régime en Libye en n'exerçant pas leur droit de veto, elles ont compromis leurs intérêts dans ce pays riche en pétrole au cours d'une guerre qui a fait des dizaines de milliers de victimes.

S'étant portée volontaire pour négocier le plan d'Annan, la Russie s'est exposée à des pressions de plus en plus fortes de l'occident pour admettre une action contre la Syrie qui recevrait l'aval de l'ONU si le gouvernement Assad ne se plie pas aux termes du plan. La Syrie étant un partenaire commercial majeur de Moscou et abritant le seul port dont elle dispose outre-mer, le gouvernement russe se trouve plongé dans une crise de plus en plus sérieuse concernant les événements syriens.

Lundi, deux incidents impliquant des troupes syriennes ayant ouvert le feu par-delà les frontières du pays ont fait monter la tension et évoqué le spectre d'une guerre civile attisée par l'occident qui pourrait se transformer en une conflagration régionale.

Dans le premier incident, les troupes syriennes étaient à la poursuite d'un groupe armé qui avait attaqué un poste de contrôle militaire près de la frontière turque et fait six morts. Les assaillants s'étaient ensuite enfuis en Turquie. Les tirs de l'armée régulière ont blessé cinq personnes - trois réfugiés syriens et deux turcs - dans un camp de réfugiés proche du poste frontière d'Oncupinar près de Kilis, une préfecture de province en Turquie. D'après l'un des reportages, des réfugiés syriens avaient surgi du camp pour venir en aide aux tireurs en fuite.

Dans le second incident, un caméraman de la télévision libanaise a été abattu par des troupes syriennes alors qu'il filmait près de la frontière syrienne. L'agence de presse publique syrienne, SANA, a déclaré que le tir était le fait d'un « *groupe terroriste armé* » qui organisait un raid à travers la frontière contre un poste de garde syrien.

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a dénoncé le premier incident comme une « *violation claire des frontières.* » Il a ajouté, « *Évidemment nous allons prendre les mesures nécessaires.* »

Le journal pro-gouvernemental Zaman a fait savoir lundi que le gouvernement d'Erdogan envisageait d'invoquer un accord de 1998 avec Damas pour légitimer une intervention armée en Syrie. Cet accord comportait la promesse de la Syrie de ne pas porter atteinte à la sécurité de la Turquie.

Les médias turcs ont indiqué qu'Ankara « *finalise ses plans* » pour imposer militairement une « *zone tampon* » ou un « *corridor humanitaire* » en s'emparant de territoires syriens, en y abritant des réfugiés et en y entraînant des groupes armés de l'opposition.

Le ministre syrien des Affaires étrangères Moallem a dénoncé la réaction tapageuse d'Ankara, insistant sur le fait que la Turquie alimente elle-même la violence en Syrie en « *abritant des hommes armés, en leur donnant des camps d'entraînement, en les laissant passer des armes en contrebande.* » La direction symbolique de l'Armée syrienne libre, un ramassis de milices locales, a installé son quartier général en Turquie, près de la frontière syrienne.

En réaction aux menaces d'une zone tampon imposée par la Turquie sur le territoire syrien, Moallem a déclaré, « *la Syrie est un état souverain et a le droit de défendre sa souveraineté contre toute violation de cette souveraineté.* »

Les États-Unis se disent « *absolument outrés* » par les tirs en direction du territoire turc. La porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Victoria Nuland, a laissé entendre d'une manière inquiétante que la Turquie pourrait invoquer des dispositions de défense réciproque du traité de l'OTAN à propos de cet incident, ce qui ouvrirait la voie à une intervention américano-européenne. « *Je ne serais pas surprise si les Turcs soulevaient ce point à Bruxelles, [le QG de l'OTAN, NDT]* » a-t-elle dit.

Un journaliste présent au ministère des Affaires étrangères a demandé à Nuland quelle était la différence entre ce qui venait de se passer à la frontière turco-syrienne et ce que les troupes d'occupation américaines faisaient régulièrement à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. Nuland a affirmé que c'était là comparer « *des pommes et des oranges,* » insistant sur les « *protocoles* » signés entre les États-Unis et le Pakistan et prétendant contre toute évidence que les forces syriennes s'en étaient pris à des « *innocents* ».

La masse de plus en plus nombreuse des partisans d'une intervention impérialiste en Syrie parmi l'élite dirigeante américaine est bien mise en évidence par des éditoriaux sortis en même temps dans le Washington Post et le New York Times, qui proclament déjà l'échec du plan d'Annan et la certitude d'une nouvelle guerre.

Le Post a déclaré : « *La réalité incontestable est que M. Assad continuera à tuer tant qu'il ne sera pas confronté à une opposition militaire plus gigantesque. C'est pourquoi la voie la plus rapide pour mettre fin à la crise syrienne est celle qui est refusée par M.Obama : le soutien militaire à l'opposition et, si nécessaire, l'intervention de l'OTAN.* »

Le Times, à peine plus circonspect, a demandé que le Conseil de sécurité des Nations Unies, « *prenne des mesures fortes et concertées contre M. Assad et ses forces,* » et que la Russie et la Chine « *arrêtent de protéger ce régime brutal,* » c'est-à-dire, qu'elles permettent aux États-Unis, à la Grande-Bretagne et la France d'imposer une résolution autorisant une guerre dans le genre de celle menée en Libye pour un changement de régime.

Cependant, le sentiment populaire aux États-Unis est très largement contre ce soutien à la guerre de plus en plus affirmé au sein du monde politique. Un sondage, mené le mois dernier par le Centre de recherche Pew [fondation indépendante qui mène des études sur l'opinion publique et les sujets controversés,

NDT], indique que seulement 25 pour cent de la population pensent que Washington devrait intervenir en Syrie, alors que près des deux tiers (64 pour cent) s'opposent à une telle intervention.

Bill Van Auken

WSWS,

12 avril 2012

<http://www.wsws.org/francais/News/2012/avr2012/syri-a12.shtml>

1 Médias et Manipulation de l'opinion.

1-1 S.Cattori) : [Rôle des médias](#). « Si l'armée quitte notre village, nous risquons d'être égorgés » Nous avons demandé à un Syrien originaire de Homs (*) qui réside aujourd'hui dans un village de la province de Homs, de nous expliquer pourquoi l'armée de Bachar el-Assad bombarderait et réprimerait violemment son propre peuple, comme le répètent sans cesse les médias internationaux.

Silvia Cattori : *Les images diffusées par les chaînes télévisées et les commentaires des journalistes sont, comme vous devez le savoir, immanquablement en faveur des rebelles. Des images très impressionnantes d'immeubles en feu, des panaches de fumée noire, des maisons qui s'écroulent nous sont montrées. Homs est présentée comme « ville martyr et symbole de la révolution syrienne » [1]. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi l'armée syrienne bombarde – si l'on en croit nos médias - aveuglément des lieux habités ?*

Réponse : Madame, pardonnez-moi ; l'armée syrienne ne bombarde pas à l'aveugle ; elle ne bombarde pas des maisons qui sont habitées. On ne sait jamais si les images diffusées par al-Jaziira, al-Arabya ou vos chaînes télévisées, sont véridiques ou sont des images montées. Si elles correspondent vraiment avec ce qui s'est passé tel jour à tel endroit. Sachez que, quand on voit des panaches de fumée noire, ce sont des pneus de voitures que font brûler les mercenaires.

L'armée bombarde les lieux où elle a localisé des mercenaires. Il est difficile pour l'armée de les approcher et de les arrêter autrement. Les mercenaires utilisent des armes très sophistiquées, munies de viseurs, qui touchent le cœur de la cible. A Zabadani, les mercenaires ont tué plus de 150 soldats avec ces armes-là.

L'armée bombarde actuellement un endroit précis du quartier el-Hamidiyyé, [cet entretien a été réalisé le 11 avril, à la veille du cessez-le-feu] à majorité chrétienne, qui est pratiquement vide de ses habitants. Vous savez qu'il n'y a pas à Homs de quartier à 100 % chrétien, alaouite, ou sunnite. Tout le quartier el-Hamidiyyé est entre les mains des mercenaires. Les maisons ont été détruites à 80 % par les mercenaires. Ils ont détruit, dans ce même quartier, la maison d'une de mes nièces qui avait fui et tout ce qu'elle possédait. Ils ont mis le feu à tout l'immeuble. Voilà dans quelles circonstances l'armée bombarde en Syrie.

Depuis décembre les mercenaires ont peu à peu pris le contrôle de toute la zone d'el-Hamidiyyé, Bustan el-Diwan et d'el-Arzoun. L'armée n'a pas pu entrer dans cette zone jusqu'à présent. Les mercenaires circulent à l'intérieur des maisons vides et presque toutes détruites. Ils campent en ce moment dans le soubassement de deux églises. Dans l'église grecque catholique, déjà en partie brûlée par les mercenaires ; et dans l'église syriaque. L'une est fameuse pour sa très ancienne peinture de la Sainte vierge. Ce n'est pas la seule église qu'ils ont ruinée. Ils ont également détruit une église très ancienne à l'est de Homs, Mar Elias [saint Elias, un martyr de Homs]. C'est une situation très pénible pour les habitants.

Silvia Cattori : *L'armée ne peut-elle pas les déloger ?*

Réponse : L'armée a fait savoir aux patriarches syriaque et grec catholique que, pour déloger les mercenaires, elle est obligée de mener des opérations à cet endroit. Elle est en train de les déloger aussi du quartier de Bab Sebaa. Il n'y aurait là que quelques dizaines de mercenaires, au plus une centaine. Ils détruisent les maisons. Ils font des trous dans les murs pour passer de maison en maison sans être repérés par l'armée. La population a peur, veut qu'on en finisse avec ces gangs. Mais cela prend beaucoup de temps car l'armée doit éviter de détruire et de faire des victimes. Si l'armée veut entrer dans un quartier où elle a localisé des mercenaires pour libérer les gens qu'ils tiennent en otages, elle commence par leur faire savoir qu'elle veut rendre ce quartier à la population, et que les mercenaires qui veulent sortir auront la vie sauve. Les soldats attendent un jour, trois jours. Voilà pourquoi et comment l'armée finit par bombarder. Elle n'agit pas contre les gens qui vivent paisiblement. Avant chaque opération militaire les soldats avertissent les mercenaires. Ils ne sont pas tués s'ils sortent. Dans notre précédent entretien

[2] je vous avais dit comment cela s'était passé avec ce jeune homme dont le père et deux frères ont été égorgés par les mercenaires. Il s'est livré à l'armée ; deux jours après il a été libéré. Il avait porté les armes mais n'avait pas tué. 327 hommes qui ont rendu les armes ont été libérés récemment.

Si l'armée tuait, simplement pour tuer ou réprimer, pourquoi les soldats seraient-ils les bienvenus dans les villages ? Les soldats sont entrés dans un village à majorité sunnite qui se trouve à quelques kilomètres du nôtre ; des gens que nous connaissons nous ont dit que tout le monde entretient de très bonnes relations avec les soldats ; et que, dès leur arrivée au village, les hommes, les femmes, les vieux, beaucoup de jeunes gens leur ont ouvert leur porte. L'armée vient dans nos villages, elle les entoure pour nous sauvegarder ; aucun soldat n'est jamais venu dans notre village tuer les habitants. Tout le monde a de très bonnes relations avec les soldats. Ils viennent chez nous pour nous protéger de ces gangs qui viennent la nuit pour tuer. Nous n'avons pas d'armes. Quand les mercenaires viennent dans nos villages taper aux portes la nuit pour demander aux gens la clé de leurs voitures, ceux-ci sont obligés de la donner. Des gens que nous connaissons dans un village à majorité musulman, à 12 kilomètres de chez nous, nous ont raconté qu'une cinquantaine de mercenaires armés ont pu faire taire et tenir sous leur contrôle ses 5'000 habitants.

Silvia Cattori : *Néanmoins, les ONG, l'ONU, les médias traditionnels continuent à présenter votre armée, le gouvernement el-Assad, comme des assassins ; et les « opposants » que vous qualifiez de gangs ou de mercenaires, comme les victimes d'une intense répression. Alors que selon vous ce sont...*

Réponse : Pourquoi madame l'armée du gouvernement n'a-t-elle jamais attaqué notre village ? Pourquoi l'armée ne bombarde-t-elle pas notre village ? Pourquoi n'a-t-elle jamais bombardé non plus le village en majorité musulman, situé à l'est, à deux kilomètres du nôtre [3] ? Parce que l'armée est là pour entourer ce village et protéger ses habitants de la même manière qu'elle le fait avec notre village à majorité chrétienne. Quand leur four à pain a eu une panne ils sont venus dans notre village. Il y a deux semaines nous avons eu une panne d'eau. Ils nous ont apporté leur eau. L'armée est là dans nos villes et nos villages pour nous sauver la vie, pour déloger ces mercenaires, pas pour nous tuer. Voilà la vérité. Grâce à Dieu nous pouvons maintenant aller depuis notre village à Damas sans plus nous sentir en danger ; c'est redevenu, depuis quelque temps, sûr comme par le passé. À Alep, à Deraa, ce n'est pas encore calme. Nous espérons que dans deux ou trois mois toute la Syrie sera pacifiée.

Silvia Cattori : *Ces gens que vous qualifiez de « mercenaires » les journalistes entrés clandestinement en Syrie n'en continuent pas moins de les présenter comme les combattants légitimes d'une idyllique « armée syrienne libre » (ASL). Qui sont-ils vraiment ?*

Réponse : Ce sont des mercenaires qui tuent, terrorisent la population. L'armée doit trouver le moyen de les chasser. Ce sont des Syriens qui ont pour la plupart entre 16 et 28 ans et qui reçoivent un salaire [Les hommes reçoivent 600 livres par jour, soit 10 dollars US et les femmes 400]. L'argent est offert par le Qatar et l'Arabie Saoudite avant tout. Parmi eux il y a des non Syriens ; des Libanais fanatiques, des Turcs fanatiques, des Afghans fanatiques, des Libyens fanatiques, des Jordaniens fanatiques...

Silvia Cattori : *Mais alors le plan de l'ONU exigeant de Damas le retrait des forces régulières qui assurent votre défense est aberrant ?*

Réponse : Oui, c'est cela. Figurez-vous que, si l'armée quitte notre village, nous risquons d'être égorgés. Nous ne pouvons pas aller à Homs parce que certains quartiers sont entre les mains des mercenaires. Auparavant, même l'armée avait peur d'approcher ces mercenaires postés sur les toits qui leur tiraient dessus avec des canons, des missiles antichars. Les mercenaires ne sont jamais partis de Homs. Ils ont quitté Baba Amro mais ils sont encore dans une partie de Homs. L'armée a entouré cette région de la Syrie depuis à peu près 5 à 6 mois. Homs est une ville très ancienne ; il y a des tunnels depuis l'époque romaine. C'est comme cela que les mercenaires ont contourné l'armée et fait entrer les armes.

L'armée est actuellement près de notre village et ses environs. Elle est là pour ne laisser aucune voiture passer et entrer dans les villages avant de vérifier s'il y a des armes. Chaque nuit les mercenaires viennent tirer sur notre armée. Si moi et ma femme allons faire une visite au village nous devons nous dépêcher ; nous devons rentrer avant la tombée de la nuit. Dès 18 heures plus personne ne bouge dans notre village.

Madame, pourquoi les mercenaires viennent-ils tirer sur cette armée qui est venue chez nous pour nous défendre ? C'est pour cette raison que notre gouvernement demande : comment pouvons-nous retirer l'armée des quartiers et des villages si les gangs armés sont toujours en position de tuer et si l'on

continue de leur fournir des armes ? Nous avons appris hier que l'armée jordanienne a arrêté des gens qui étaient en train de faire entrer des armes en Syrie et 20 millions de rials. C'est cela la situation que nous vivons !

La France, la Grande Bretagne, les USA sont associés avec les pays du Golfe, ils sont contre nous. Derrière tout cela il y a Israël. Ils s'attaquent à la Syrie parce que c'est un des derniers pays qui s'oppose à l'emprise d'Israël, qui résiste à ces colonisateurs qui sont venus de toutes les parties du monde pour accaparer nos terres.

Silvia Cattori : *Avez-vous le sentiment que les puissances qui soutiennent la rébellion armée ont définitivement échoué ? Le peuple syrien, uni derrière son gouvernement, n'a-t-il pas pratiquement réussi à mettre leurs plans peu démocratiques en échec ?*

Réponse : Oui, comme je vous l'ai dit nous sommes un peuple uni. Ces mercenaires ne sont pas des gens qui défendent la démocratie. Ce sont des gangs qui se sont infiltrés dans nos villes et villages et qui n'ont aucun soutien populaire. L'armée pourrait les liquider en deux jours. Elle ne le fait pas car cela n'irait pas sans grandes pertes humaines, ces bandes étant installées au milieu de la population, dont elles se servent comme bouclier.

Silvia Cattori : *Maintenant que l'armée est sommée de se retirer, la peur grandit ?*

Réponse : Bien sûr que nous avons très peur. Dans notre village, tout comme dans les villages voisins à majorité sunnite, tout le monde vit dans la peur de ces mercenaires.

Silvia Cattori : *Ce que vous racontez peut difficilement être mis en doute. Toutefois, peu de gens chez nous peuvent savoir que ce ne sont pas vos soldats qui vous terrorisent et vous égorgent, mais les bandes de l'ASL. Les médias dans leur ensemble se fient à ce que rapporte quotidiennement l'OSDH [un organe de propagande en faveur des rebelles, basé à Londres]. Par conséquent le mal est fait si l'opinion publique a été totalement trompée ?*

Réponse : Madame, moi je vous parle de ce que je vis. De ce que je vois. Tout le monde ici - chrétiens ou musulmans - vous dirait la même chose. Quand, en mars 2011, notre peuple a demandé pacifiquement des réformes, le gouvernement a dit oui ; il a répondu positivement. Mais ces bandes violentes sont arrivées ; elles ne sont pas intéressées par les réformes. Nous voudrions retrouver la paix que nous avions avant. La paix est plus précieuse que le pain que nous mangions.

Témoignage recueilli le 11 avril 2012.

Silvia Cattori

(*) Le Syrien cultivé et posé qui s'exprime ici est âgé de 75 ans. Il vit maintenant dans la province de Homs. Voir un précédent entretien :

<http://www.silviacattori.net/article3000.html>

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

2-1 Un élu européen (le belge Guy Verhofstadt) plaide pour une opération militaro-humanitaire...

Le chef du groupe libéral au Parlement européen Guy Verhofstadt a invité la chef de la diplomatie communautaire Catherine Ashton à mener d'urgence des consultations avec les partenaires de l'UE afin d'étudier l'idée d'une intervention militaro-humanitaire en Syrie.

Le président du troisième plus grand groupe politique au Parlement européen a appelé Mme Ashton à présenter la semaine prochaine un "plan global de mise en place d'une protection humanitaire efficace des civils en Syrie".

"Il est désormais urgent pour la baronne Ashton d'agir avec ses partenaires internationaux pour fournir une protection militaire visant à aider les civils réfugiés au moyen d'un corridor humanitaire renforcé", a déclaré M. Verhofstadt.

Dans une interview accordée le 8 avril à la chaîne de télévision TV5, le ministre belge des Affaires étrangères Didier Reynders s'est également prononcé en faveur d'une intervention humanitaire appuyée par une protection militaire sur le terrain.

"Une intervention humanitaire sera nécessaire et elle supposera une présence militaire armée", a-t-il

affirmé.

Selon le chef de la diplomatie belge, cette question sera évoquée lors de la rencontre des "amis de la Syrie" qui doit avoir lieu en France.

L'accord sur la cessation des hostilités entre les troupes gouvernementales et les groupes armés de l'opposition syrienne est entré en vigueur jeudi à 6h00 heure locale (3h00 UTC), conformément au plan de règlement du conflit proposé par l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe Kofi Annan.

Outre le cessez-le-feu, le plan prévoit le lancement d'un dialogue politique et le retrait des forces gouvernementales des villes syriennes. Il réaffirme également la nécessité de libérer les prisonniers politiques et de fournir une aide humanitaire aux régions affectées par les combats.

12/04/2012

<http://fr.rian.ru/world/20120412/194284009.html>

2-2 [Moscou dénonce les déclarations sur l'échec du plan Annan.](#)

Les déclarations de certains hommes politiques occidentaux proclamant l'échec de la mission de Kofi Annan en Syrie incitent l'opposition anti-Assad à poursuivre la lutte armée, a annoncé samedi le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

"Nous sommes préoccupés par les déclarations sceptiques faisant état de l'échec inévitable de la mission de Kofi Annan et de ses efforts diplomatiques en vue de stabiliser la situation en Syrie et de relancer le processus politique dans ce pays. De telles déclarations ne contribuent pas à la réalisation du plan de l'émissaire spécial (...). En outre, elles incitent l'opposition à poursuivre la lutte armée, ce qui entraîne des pertes humaines et provoque des dommages aux infrastructures du pays ", lit-on dans le document. Le ministère russe rappelle que, vendredi 13 avril, des terroristes ont tué un officier des forces armées syriennes dans la ville de Hama. Les assaillants ont également fait exploser une bombe et lancé des cartouches de dynamite contre une patrouille militaire.

"Il est nécessaire que toutes les parties syriennes, dont l'opposition armée, renoncent à la violence, qu'elles respectent rigoureusement le plan de Kofi Annan et procèdent à préparer un vaste processus de négociation. La Russie est toujours prête à apporter sa contribution à la résolution de ce problème", conclut le ministère.

14-04

<http://fr.rian.ru/world/20120414/194311801.html>

2-3 Iran French Radio : Des navires russes en patrouille permanente ...

Des navires de guerre russes patrouilleront en permanence les côtes syriennes, a annoncé vendredi à RIA Novosti une source du ministère russe de la Défense.

"Il a été décidé que des navires de la Marine russe patrouillent en permanence au large de la côte syrienne. Le patrouilleur Smetlivy sera remplacé en mai par un autre bâtiment de la Flotte russe de la mer Noire", a indiqué l'interlocuteur de l'agence.

Depuis l'accentuation du conflit en Syrie, cette zone de la Méditerranée voit une présence accrue de navires militaires des pays membres de l'Otan, notamment américains, allemands, britanniques et français.

13/04

Iran French Radio

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

3-1 Vijay Prashad : [De la Libye à la Syrie : Tenir l'Otan en laisse.](#)

Pourquoi le Conseil de sécurité des Nations unies n'accorde-t-il pas une résolution pour protéger les civils de Syrie ? Du côté des BRICS, on pointe clairement les exactions de l'Otan commises en Libye. L'alliance atlantique a clairement dépassé le cadre de la résolution et beaucoup s'interrogent sur l'efficacité de son intervention au regard des objectifs déclarés. Les Libyens ont-ils bien été protégés ?

Les doutes se font pesants mais à demi-mots. Actuellement, il n'y a que l'Otan pour enquêter sur les crimes éventuels de l'Otan... (IGA)

Le 18 Février, j'ai demandé à l'ambassadeur indien à l'Organisation des Nations Unies, Hardeep Singh Puri, pourquoi il n'y avait pas d'empressement pour une résolution forte de l'ONU sur la Syrie.

Après tout, la violence en Syrie semble avoir déjà dépassé celle de Libye. Si l'ONU a pu adopter la résolution 1973 (sur la Libye), pourquoi était-elle réticente à adopter une résolution semblable pour la Syrie ? Puri a pointé son doigt directement sur les Etats de l'OTAN.

Ils avaient outrepassé le mandat de la Résolution 1973, pour l'utiliser pour un changement de régime, au moyen d'une immense violence. Toutes les tentatives pour trouver une solution pacifique ont été bloquées. Le panel de haut niveau de l'Union africaine avait été empêché de pénétrer en Libye lorsque le barrage de l'OTAN a commencé. Toute résolution de l'ONU qui ne serait pas explicitement contre une intervention militaire humanitaire ouvrirait la porte à une attaque dans le style de l'OTAN. Cela semble être la crainte.

Si il ya un sentiment que l'OTAN a dépassé le mandat de 1973, ai-je demandé, est-ce que l'ONU considèrerait maintenant de faire une évaluation de la façon dont ce mandat a été utilisé dans la guerre en Libye ? « *La Russie a demandé au Conseil de sécurité de procéder à une évaluation de la protection des civils, parce que la résolution 1973 concernait la protection des civils* », a déclaré Puri. « *Alors, quel genre de dommages il y a-t-il eu là, des dommages collatéraux sur des civils, etc. ? Il ya une grande réticence à s'engager dans cela* »

Un rapport publié par des groupes arabes indépendants de défense des droits de l'homme en janvier 2012, et un rapport du Conseil des droits de l'homme (2 mars 2012) ont été largement ignorés. Tout deux montraient que l'affirmation que les forces de Mouammar Kadhafi étaient en train de mener un génocide était grossièrement exagérée, et tout deux appelaient à une enquête ouverte sur les bombardements aériens de l'OTAN.

Le point de ce deuxième appel est simple : si l'OTAN s'est engagé dans le conflit en vertu de sa « responsabilité de protéger » (R2P) les civils, quel est le taux de victimes civiles en conséquence des bombardements de l'OTAN ? Est-ce que le Conseil de sécurité devrait approuver de nouvelles "interventions humanitaires" de l'OTAN si le taux de morts provoquées par les sauveurs est supérieur ou égal à celui provoqué par la violence [*qu'ils étaient prétendument venus combattre*] ?

Puri indique que les pays de l'OTAN au sein du Conseil de sécurité ne sont pas enthousiastes à l'idée d'une évaluation. Lorsque le Conseil des droits de l'Homme a commencé ses investigations, le conseiller juridique de l'OTAN, Peter Olson a écrit une vive lettre à la présidence de la commission :

« *Nous serions préoccupés si "les incidents de l'OTAN" étaient inclus dans le rapport de la commission sur un pied d'égalité avec ceux pour lesquels la commission peut définitivement conclure qu'ils violaient la loi ou constituaient des crimes. Nous notons à cet égard que le mandat de la commission est de discuter "des faits et des circonstances de ... violations [de la loi] et ... des crimes perpétrés* ». *Nous demanderions par conséquent que, au cas où la commission choisissait d'inclure une discussion sur les actions de l'OTAN en Libye, son rapport indique clairement que l'OTAN n'a pas délibérément pris pour cible des civils et n'a pas commis de crimes de guerre en Libye.* »

En d'autres termes, l'OTAN avait hâte de préjuger de l'enquête - elle ne permettrait pas à l'enquête, ce serait-ce qu'aborder les questions de crimes de guerre par l'OTAN. Cela devait être tué dans l'œuf.

Le 25 mars, CJ Chivers a publié dans le New York Times un article avec des mots très forts "*Posture de secret de l'OTAN*", où il revient sur une histoire qu'il avait écrit le 8 Août sur un bombardement de l'OTAN sur Majer, un village situé entre Misrata et Tripoli. Il est clair que à 34 civils ont été tués dans cette attaque. Il s'agit d'un cas type de refus de l'OTAN de permettre aucun examen public.

L'OTAN affirme qu'elle a déjà effectué un examen de cette affaire. Chivers a raison de noter que cela soulève une question fondamentale pour les sociétés démocratiques, à savoir, le contrôle civil sur l'armée. Si le public et les autorités politiques ne sont pas autorisés à avoir accès aux preuves et assurer une surveillance sur le commandement de l'OTAN, la notion d'un contrôle civil de l'armée est violée. Cinq jours plus tard, un éditorial du New York Times (« *Le Devoir de l'OTAN* ») suivait Chivers, en constatant que l'OTAN « *avait montré peu d'intérêt pour investiguer sur des affirmation indépendantes crédibles faisant état de morts parmi les civils* . » [...]

Le lendemain (31 mars), la porte-parole de l'OTAN Oana Langescu répondait que l'OTAN avait déjà fait son enquête, et que si les autorités libyennes décidaient d'ouvrir une enquête, alors "*l'OTAN allait*

coopérer". Il n'y a aucune indication que le faible gouvernement libyen va remettre en question ses sauveurs. L'OTAN est à l'abri de l'examen.

La suspicion autour des opérations de l'OTAN est désormais générale parmi les Etats des BRIC (Brésil, Inde, Chine et Afrique du Sud). Dans la Déclaration de Delhi du 29 Mars, les BRICS notaient à propos de la Syrie, que « *les intérêts globaux seraient mieux servis en traitant la crise par des moyens pacifiques qui favorisent un large dialogue national qui reflètent les aspirations légitimes de toutes les sections de la société syrienne et de l'indépendance ce qui concerne la Syrie, l'intégrité territoriale et la souveraineté.* »

En outre, les Etats BRIC ont réaffirmé leur « *engagement fort pour la diplomatie multilatérale, avec les Nations Unies comme acteur central dans le traitement des défis et menaces globaux* ».

La menace d'une intervention de l'OTAN au nom des droits de l'homme est dans les esprits des dirigeants des BRICS.

On ne laissera plus à l'OTAN la bride sur le cou, avec l'autorisation des Nations Unies. Mr Puri l'affirme en tant qu'ambassadeur : « *A cause de l'expérience libyenne, les autres membres du Conseil de sécurité, tels que la Chine et la Russie, n'hésiteront pas à exercer leur droit de veto si une résolution - et c'est un grand si - devait contenir des actions en vertu du chapitre 7 de la Charte des Nations Unies, qui permet l'utilisation de la force et les mesures punitives et coercitives.* »

Source : Alerte Otan

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

4-1 La Turquie n'a pas encore évoqué l'article 5 de l'Otan pour protéger sa frontière

Le Turquie n'a pas (encore) relayé à Bruxelles la possibilité évoquée par son Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, d'une invocation de l'article 5 du traité de l'Alliance atlantique pour protéger sa frontière avec la Syrie, a-t-on appris vendredi de source diplomatique.

La Turquie n'a mis sur la table "*ni l'article 4 (qui prévoit des consultations si l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'un des États membres est menacée, ndlr), ni l'article 5*" sur la défense collective en cas d'attaque, a indiqué cette source à l'agence BELGA.

L'article 5 stipule qu'une attaque armée contre un des membres de l'Otan survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre tous les signataires du traité de Washington, qui a fondé l'Alliance atlantique, et que chaque membre doit prendre les mesures nécessaires pour venir en aide au pays visé.

"*L'Otan a la responsabilité de protéger les frontières de la Turquie*", a dit M. Erdogan à un groupe de journalistes l'accompagnant lors d'une visite en Chine après que des journaux turcs ont rapporté des tirs des forces syriennes vers le sol turc. Ces propos ont été rapportés jeudi par la presse turque.

L'Otan a affirmé jeudi qu'elle prenait "*très au sérieux*" la protection de ses États membres. La question de la sécurité à la frontière turco-syrienne pourrait être évoquée mercredi et jeudi prochains à Bruxelles lors de la réunion conjointe des ministres des Affaires étrangères et de la Défense alliés. Belga, 13 Avril 2012

(JAV)

4-2 Les Echos: La Turquie s'interroge sur un recours à l'Otan face à la Syrie.

L'Otan a indiqué hier qu'elle prenait « *très au sérieux* » la protection des Etats membres et s'est déclarée « *très préoccupée* » par les derniers événements en Syrie, particulièrement les « *récents incidents à la frontière avec l'allié turc* ». Mercredi, d'après les journaux turcs, le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, n'a pas exclu la possibilité de recourir à l'article 5 de la charte de l'Alliance atlantique sur la solidarité collective. Ce texte, selon lequel une attaque contre un allié est considérée comme une attaque contre tous, avait été évoqué pour la première fois au lendemain du 11 septembre 2001. Reste que, selon des experts interrogés par « Today's Zaman », on est encore loin d'une telle situation.

Ce qui est arrivé lundi dernier à la frontière, lorsque quatre Syriens ont été tués par les forces armées syriennes du côté turc, ne devrait pas être évalué par l'alliance comme une agression, selon l'ancien ambassadeur Nüzhet Kandemir de l'université Bahcesehir. Pour Atilla Sandikli, un ancien militaire président du Centre Bilgesam, « *des accrochages à la frontière ne sont pas suffisants pour une intervention. Et il n'est pas réellement approprié d'évoquer l'article 5* », sauf si une attaque en règle était déclenchée par la Syrie.

Cependant, indique au quotidien Murat Bilhan, ancien diplomate et président du think tank Tasam, c'est à l'Otan de déterminer si la mort de quatre Syriens côté turc peut être considérée « *comme une attaque* ». Et cela en consultation avec les 28 alliés. Reste que, selon Mensur Akgün de l'université Kültür, aucun pays, y compris la Turquie, ne souhaite une intervention militaire en Syrie. (...)

Les Echos 13/04

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

5-1 [La Chine met en garde contre toute tentative de créer des difficultés pour la médiation de Kofi Annan.](#) 15/04/2012

L'ambassadeur de Chine à l'ONU, Li Banodong, a mis en garde samedi contre toute tentative de créer des difficultés aux efforts de médiation de l'envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie Kofi Annan.

Le diplomate chinois a fait cette déclaration après que le Conseil de sécurité de l'ONU ait adopté à l'unanimité une résolution autorisant le déploiement d'une équipe avancée de 30 observateurs non armés en Syrie pour veiller au respect du cessez-le-feu entre l'armée syrienne et les combattants de l'opposition, entrée en vigueur jeudi.

"Nous devons mettre en garde contre toute tentative de créer des difficultés à la médiation de Kofi Annan", a souligné l'ambassadeur chinois.

"Avec l'accord du gouvernement syrien, le déploiement de l'équipe avancée d'observateurs pour surveiller la cessation de la violence aidera à consolider les progrès réalisés par les efforts de médiation de Kofi Annan, à mettre en oeuvre pleinement son plan de paix et à lancer un processus politique à une date rapprochée", a dit encore le diplomate chinois.

"Ce que les parties concernées disent et font au sujet de la question syrienne devraient contribuer à l'allègement de la tension, à la cessation de la violence, au lancement du dialogue politique et au maintien de la paix et de la stabilité en Syrie et au Moyen-Orient", a souligné également l'ambassadeur chinois.

"Nous espérons que l'équipe avancée respectera pleinement la souveraineté de la Syrie, agira strictement avec l'autorisation du Conseil de sécurité, mènera sa mission de manière neutre, objective et juste, et préparera le déploiement de la Mission de supervision et jouera un rôle actif et constructif dans le maintien de la cessation de la violence et de la restauration de la paix et de la stabilité en Syrie", a ajouté le diplomate chinois.

La Chine espère également que le gouvernement syrien et d'autres parties concernées soutiendront et coopéreront avec l'équipe avancée, et que le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon présentera ses propositions sur le déploiement de la Mission de supervision dès que possible.

"La médiation de Kofi Annan est un moyen pratique et un canal important pour une solution politique à la crise syrienne", a dit l'ambassadeur chinois. "Nous appelons toutes les parties en Syrie à prendre des actions concrètes pour soutenir et coopérer avec Kofi Annan, et à poursuivre le processus d'une solution pacifique à la question syrienne", a-t-il dit.

"La Chine appelle toutes les parties, dont le gouvernement syrien et l'opposition, à honorer leurs engagements à cesser tous les actes de violence et à créer des conditions favorables au lancement d'un processus politique mené par les Syriens", a conclu le diplomate chinois.

15-/04 /012

<http://french.cri.cn/621/2012/04/15/301s277575.htm>

6 Annexe

6-1 Fida DAKROUB : IRAN SYRIE : Ce que Khamenei chuchota à l'oreille d'Erdogan.

Nb :

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

Qu'on lise ce que les analystes écrivent aujourd'hui et que l'on dise si nous n'avons pas prédit très exactement le développement de la crise syrienne

Généralités

Voilà, en un an de « guerre universelle » contre la Syrie, le président Assad savoure la victoire diplomatique au Conseil de sécurité, et celle militaire à Baba Amr ; voilà les Étatsuniens refusent d'armer l'« opposition » syrienne, sous prétexte que les armes pourraient tomber aux mains des combattants d'Al-Qaïda ; voilà les émirs et sultans arabes du Golfe se retirent du palais émiral qatari, l'un après l'autre, et se dispersent dans le noir de l'obscurité, chacun vers son oasis, tout en envoyant de « colombes » au président Assad, exprimant leur « désir » à aider la Syrie à sortir de sa crise, et à jouer un rôle positif dans toute solution future ; voilà la soi-disant « opposition » syrienne montre sa vraie face et appelle à l'intervention militaire en Syrie, ainsi qu'à l'armement des milices du Conseil national syrien ; voilà le guide suprême de la République islamique d'Iran, Ali Khamenei, chuchote à l'oreille du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, en lui avouant que la Syrie n'est pas seule dans les « tranches », et que l'Iran est prête à réagir et à la défendre contre toute intervention militaire arabe ou atlantique ; voilà les « amis » du peuple syrien se retrouvent de nouveau, mais cette fois-ci à Istanbul, la capitale des califes, pour déclarer au monde entier leur échec à renverser le président Assad, et pleurer leur désespoir à former un front solide opposant au régime syrien ; autre que les cris et les injures, cette foule d'« amis » semble être plus désespérée que jamais ; pour en finir, voilà la crème de la chevalerie française, associée à la bonhomie étasunienne et coalisée à l'honneur arabe et à l'humanisme turc, pourrit dans le plat-du-jour des « janissaires » d'Istanbul.

Entretemps, la foule d'« amis » se réunit dans des salles d'hôtels et répand des bruits par indignation et par désespoir, mais cela ne change point les résultats sur le terrain ; car les fantômes des vetos russes et chinois hantent toujours les couloirs, les escaliers et les chambres à coucher du Conseil de sécurité ; et l'armée syrienne désinfecte les bastions rebelles et reprend contrôle de la sûreté du pays : « Plaudite, acta est fabula ! » [1].

Les Turcs fidèles à l'Histoire

Après un long conflit sanglant sur le trône de l'Empire ottoman menant à la victoire du jeune sultan Selim I [2], ce dernier captura son frère Ahmet et l'exécuta à la bataille de Yenişehir, le 15 avril 1513 [3].

Parallèlement à ce conflit de fratricide, plus loin vers l'Est, le Shah persan, Ismail I (1487 – 1524) se libéra temporairement de son conflit avec les Uzbeks et se trouva en mesure de tourner de nouveau vers l'Ouest pour s'occuper de son adversaire ottoman en Anatolie.

Au Sud, le sultan mamelouk de l'Égypte et de la Syrie, Qansu (1446 – 1516), s'alerta par l'avancement des troupes persanes safavides vers l'Ouest, et par la présence de troupes ottomanes au Nord, à proximité de provinces mameloukes d'Alep et de Damas. Pour repousser ce double danger, les Mamlouks se coalisèrent à l'Empire perse safavide, à l'Est, et à la République de Venise, au Nord. En plus, en 1515, le sultan mamelouk laissait le passage à travers la Syrie aux ambassadeurs du safavide Ismail I de Perse, en route vers Venise pour organiser une coalition anti-ottomane. Coincés entre les Autrichiens et les Vénitiens à l'Ouest, les Perses à l'Est, les Russes au Nord et les Mamelouks au Sud, les Turcs ottomans attaquèrent les provinces mameloukes en Syrie et au Liban et battirent les Mamelouks à la bataille de Marj Dabiq, le 24 août 1516. Ils entrèrent dans Alep le 28 août 1516. Le jour suivant les prières furent dites au nom du sultan turc Selim I dont les troupes s'emparaient de la Syrie et du Liban. Quelques mois plus tard, les Ottomans traversèrent le désert du Sinaï en 13 jours et battirent les Mamelouks une nouvelle fois aux environs du Caire, le 24 janvier 1517. Le dernier sultan mamelouk Al-Adil Tuman Bay fut exécuté le 13 avril.

Ceci dit, il paraît que les Turcs de nos jours se rappellent bien du Shah persan, Ismail I, et de ses ambitions à pousser les frontières de son empire plus loin vers l'Ouest, vers l'Anatolie.

Les Turcs à la reconquête de l'Orient

En vérité, avec l'échec du rêve turc à adhérer à l'Union européenne, la Turquie se trouve « martelée » entre trois puissances : l'Union européenne à l'Ouest, la Russie au Nord et la nouvelle superpuissance iranienne à l'Est. En plus, le Sud comprend des zones sous influence iranienne, comme l'Irak, la Syrie et le Liban ; autrement dit, l'Arche shiite. En traduisant ces données en un langage géopolitique, nous obtiendrons le résultat suivant : la Turquie est encerclée et « Annibal ad portas » [4] Il est clair d'emblée que les solutions à la crise syrienne ne sont pas dans l'intérêt des chefs d'Ankara. Au contraire, au moment où les États-Uniens commencent à « compter bien leurs pas » avant de s'aventurer plus loin aux « Pays des Arabes », voyons les responsables turcs mettant du pétrole sur le feu syrien, pour que la guerre continue et la paix meure. En effet, avec le « recul » américain de la crise syrienne, la Turquie est devenue le fer de lance de la campagne contre la Syrie. En plus, la Turquie perdrait ses cartes en acceptant une solution n'entraînant pas le départ du président Assad. Ceci n'est en aucun point dû ni à la bonhomie des nouveaux califes d'Istanbul ni à leur nature « humaniste cosmopolite » – surtout que leur casier judiciaire comprend encore des points noirs concernant les droits des minorités kurde et alaouite –, mais plutôt parce que la continuation du régime actuel à la tête du pouvoir en Syrie constitue, à long terme, une menace stratégique à la sûreté nationale de la Turquie. Autrement dit, en faisant allusion à l'Histoire, un régime chiite alaouite en Syrie coalisé à un régime chiite duodécimain en Iran se traduit dans l'enjeu géopolitique du Moyen-Orient pour ainsi dire par l'expansion de l'Empire safavide vers les portes de l'Empire ottoman !

Évidemment, ni les dirigeants actuels d'Ankara ni le sultan ottoman Selim I – que son âme repose en paix – ne seraient en mesure de tolérer une telle menace. En d'autres termes, le renversement du président Assad constitue une priorité stratégique aux Turcs ; ce qui résulte à dire qu'une réussite de l'« émission » de Kofi Annan implique un échec à la diplomatie turque ; car cette « émission » est en effet la concrétisation de la déclaration du Conseil de sécurité sur la Syrie, qui eut évité d'appeler au renversement du président Assad. Ceci entraînerait aussi une croissance du rôle et de la puissance des Iraniens au Moyen-Orient, et établirait un nouveau rapport de force qui ne serait point en faveur des Turcs, évidemment.

Ainsi, les nouveaux califes d'Istanbul rêvaient à reconquérir les provinces arabes de l'Empire ottoman, qui en furent détachées lors du traité de Sèvres en 1920 [5] ; surtout la Syrie qui faisait partie intrinsèque de l'Empire de 1516 à 1918, et l'Irak de 1534 à 1918.

Ce que Khamenei chuchota à l'oreille d'Erdogan

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la dernière visite du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan à Téhéran, où il exprima bien, aux dirigeants iraniens et en un langage diplomatique bien soigné, les « angoisses » d'Ankara concernant l'expansion des Iraniens vers leurs Portes.

Bien sûr, Erdogan n'eut pas apporté de bâtons dans son bagage de commerçant oriental, pour les vendre aux bazars de Téhéran, mais plutôt des carottes. Il affirma soutenir la position de l'Iran sur le nucléaire, et proposa accueillir en Turquie les prochaines négociations entre l'Iran et les puissances du groupe 5+1 (États-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France et Allemagne) qui devraient reprendre le 13 avril. Selon le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi : « Le gouvernement et le peuple turcs ont toujours clairement soutenu la position de la République islamique de l'Iran sur le nucléaire et vont poursuivre fermement cette politique à l'avenir » [6] .

Plus tard, Erdogan déclara lors d'une conférence de presse à Téhéran que : « Lors d'une rencontre en Corée – où il se trouvait pour la conférence sur la sécurité nucléaire – il y a eu des discussions avec eux (5+1) pour que les négociations aient lieu en Turquie et à ce propos il y a eu des avancées. Nous attendons maintenant leur réponse » [7].

Pourtant, malgré les carottes que M. Erdogan échangeait avec les Iraniens, son ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, envoya, aux bazars de Téhéran, un chariot plein de bâtons, les meilleurs des souks d'Istanbul. En vérité, M. Davutoglu déclara à l'agence de presse turque, Anadolu Ajansi, que « l'intervention turque en Syrie est une nécessité pour la Turquie et non pas un choix » [8] .

De son côté, le président turc, Abdullah Gül, indiqua aussi que les violences sanglantes en Syrie et en Irak continuent, menant la région à des conflits religieux et à une instabilité politique, et que la tension que provoque le programme nucléaire iranien pourrait tourner en une confrontation « chaude » [9] . Gül

ajouta que la Turquie « se préparent pour tous les scénarios possibles. Elle doit utiliser les moyens diplomatiques dans le but d'éviter un désastre dans la région. Ce qui convient à dire que les efforts diplomatiques ainsi que les préparations militaires constituent une obligation pour la Turquie et non un choix » [10] .

Les Iraniens comprirent ces messages turcs à longue portée de la façon suivante : L'Occident, se cachant derrière les califes d'Istanbul, est prêt à échanger avec les Iraniens des carottes, et non de bâtons, pour leur programme nucléaire ; le prix serait évidemment la « tête » du président syrien Bachar al-Assad ; autrement dit, la Syrie !

De façon similaire, la réponse iranienne à ce message venait le jour même, lors de la rencontre de M. Erdogan avec le guide suprême de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, qui confirma à son hôte que l'Iran défendrait la Syrie contre toute intervention militaire étrangère ; parce que la Syrie est un pays résistant face à « l'entité sioniste ». Selon la télévision officielle iranienne, Khamenei insista que « l'Iran refuse et rejette fortement toute intervention militaire étrangère aux affaires intérieures de la Syrie, et les réformes entamées par les autorités syriennes doivent continuer » [11] . L'ayatollah Khamenei ajouta aussi que l'Iran « opposerait fermement à toute initiative étatsunienne envers la Syrie » [12] .

Par ailleurs, en dépit de la déclaration du vice-président iranien, M. Mohammad Reza Rahimi, indiquant que « l'Iran est favorable au choix de la Turquie pour accueillir les négociations avec le groupe 5 + 1 » [13] , les responsables iraniens rejetèrent l'offre turque et déclarèrent qu'ils préféreraient Bagdad ou la Chine comme pays accueillants des négociations avec le groupe 5 + 1, au lieu de la Turquie.

Évidemment, ce rejet provoqua la colère du premier ministre turc, qui eut l'impression que les Iraniens « jouaient avec lui », comme s'il était mullah Nasr Eddine [14].

Ainsi, lors d'une déclaration à la presse à Ankara, M. Erdogan accusa l'Iran d'être « déshonnête ». Il dit que « les offres se tournent à ce moment ; Damas ou Bagdad, c'est une perte de temps ; cela veut dire que les négociations n'auront plus lieu, parce qu'ils [les Iraniens] savent bien que les autres [les Occidentaux] ne viendront ni à Damas ni à Bagdad » [15] . Il ajouta que l'Iran perd constamment de prestige au monde à cause de sa déshonnêteté, et elle « doit être honnête » [16] .

Pour résumer, la réplique-réponse iranienne au « jeu de renard » turc fut bien ferme et claire, comme la réponse russe : non au renversement du président Assad par la force ; non à l'intervention militaire en Syrie ; non à l'armement des « oppositions » syriennes.

Plus utile

Un jour, mullah Nasr Eddine entra dans la maison de thé, déclamant : « La lune est plus utile que le soleil ».

☐ Et pourquoi donc, Nasr Eddine ?

☐ Parce que c'est surtout quand il fait nuit que nous avons besoin de lumière [17] .

En guise de conclusion, il nous paraît que l'argument de M. Erdogan avec les responsables iraniens concernant l'intérêt de Téhéran à abandonner le président syrien et à accepter la « générosité » de l'Occident concernant le dossier nucléaire n'a pas vraiment convaincu les Iraniens que la lune est plus utile pour eux que le soleil !

Fida Dakroub, Ph.D

Docteur en Études françaises (UWO, 2010), Fida Dakroub est écrivaine et chercheure, membre du « Groupe de recherche et d'études sur les littératures et cultures de l'espace francophone » (GRELCEF) à l'Université Western Ontario. Elle est l'auteur de « L'Orient d'Amin Maalouf, Écriture et construction identitaire dans les romans historiques d'Amin Maalouf » (2011).

Pour communiquer avec l'auteure : <http://bofdakroub.blogspot.com/>

Fida DAKROUB

14 avril 2012

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=30...>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

